

25 juin 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du déjeuner avec les professionnels du bâtiment, travaux publics et tourisme, à la salle de l'Union de Céret (Pyrénées- Orientales), mardi 25 juin 1985.

Monsieur le maire,

- Messieurs les présidents,

- mesdames et messieurs,

- Je dispose de peu de temps, je vais essayer de l'employer le mieux possible, avant de poursuivre l'itinéraire qui me conduira dans le département de l'Aude.

- Ici sont rassemblés, autour du maire de cette ville, des professionnels. Bien entendu mes compagnons de voyage, bien entendu diverses personnalités électives de la région et du département mais essentiellement ils sont là pour aider, ils ne prétendent pas mobiliser l'attention. Ce sont des professionnels qui ont été conviés à partager ce repas.

- Je suis heureux de les accueillir parce que si j'ai bien une relation déjà établie avec leurs responsables nationaux, certains d'entre vous en sont, et particulièrement avec le président national Brunier, rien ne vaut ce contact direct, cette capacité pour moi d'écouter autour de cette table, quelquefois simplement au hasard des rencontres, les quelques réflexions qui nourrissent mon information. Surtout, je dois dire que la plupart de ce qui m'a été confié, l'a été fait avec beaucoup de sérieux, sans souci ni d'exagérer, ni de plaire. Bref comme cela doit être ou devrait être entre professionnels et responsables élus. C'est donc avec beaucoup de satisfaction que je suis venu et je partirai en ayant le sentiment d'avoir passé une heure utile, indépendamment de ce bon repas dont je remercie les auteurs ainsi que ceux qui l'ont servi avec beaucoup de gentillesse.

Donc je voudrais vous dire simplement, on s'exprime ainsi dans le cinéma ou dans la presse, quelques flashes. Tant pis pour le français que je n'aime guère, je l'ai dit hier à Montpellier.

- La situation du bâtiment dans cette région, d'ailleurs en France, est une situation que l'on sait difficile. Alors c'est très important pour moi que d'avoir ainsi, regard dans le regard, les trois grandes familles professionnelles de la région : bâtiment, travaux publics, tourisme. Mais j'espère que les membres du gouvernement ici présents ainsi que les membres de mon cabinet ont pu tirer -profit des conversations limitées à chacune de ces tables. Ils m'en rapporteront le meilleur. Soyez en certains, mesdames et messieurs.

- C'est vrai que vous subissez, mesdames et messieurs du bâtiment, et des travaux publics une crise extrêmement sévère. Ne croyez pas que je veuille défendre mon action mais vous savez bien que ça n'a pas commencé en 1981, mais on va dire en gros, depuis 10 ans. Et comme toujours, j'ai parlé le long de ces voyages des effets d'accumulation. Au fur et à mesure que cela dure effectivement cela s'aggrave, parce que vous avez de moins en moins les reins solides, lassés par la durée de cette crise. Certes, il surgit des entrepreneurs pleins d'énergie et de talent mais enfin nous raisonnons par -rapport à la masse des entrepreneurs de bâtiment et de travaux publics.

- C'est d'autant plus sensible ici que dans le Languedoc-Roussillon a été accompli dans les années 70 un effort considérable d'équipement. Alors la transition est sévère, surtout si vous

avez fourni de l'emploi pour un volume de travail que vous n'avez plus, ce qui vous place dans la situation extrêmement angoissante d'avoir à réduire votre main d'oeuvre sans pouvoir le faire toujours dans les conditions, qui vous seraient nécessaires même si vous ne le désirez pas £ et je connais beaucoup d'entre vous qui sont très peinés d'avoir à le faire. Ils savent aussi que leur industrie est saisonnière, qu'il y a certaines lois particulières qui devraient conduire à des relations particulières, qui ne peuvent pas être assimilées à celles de beaucoup d'entreprises, notamment celle de l'industrie lourde. Mais en même temps notre devoir à nous, c'est d'assurer le droit social des travailleurs.

- Nous avons reposé notre politique sociale sur le contrat, sur une politique contractuelle. Si les partenaires sociaux ne parviennent pas à s'entendre et pourtant dieu sait que ce serait important pour vos professions, alors faut-il substituer une politique d'autorité ? Ce n'est pas le voeu du gouvernement. Il faudrait parvenir à mettre un peu plus d'entraide, d'élan dans cette nation française où chaque corps particulier a tendance à s'enfermer sur lui-même. Rien de très grand ne sera accompli par une nation qui au-delà de ses naturelles et légitimes divisions politiques porterait ces divisions jusqu'à refuser d'accomplir en commun l'expansion de la France. Je sais que tel n'est pas votre -état d'esprit, mesdames et messieurs, et je vous en remercie.\

Je sais très bien comment peuvent se partager entre vous les choix politiques. Cela ne pèse pas sur moi car je sais aussi que vous êtes quasiment unanimes pour vouloir apporter le coup de main dont la France a besoin. Donc, tout cela est très clair entre nous. D'une certaine façon, mesdames et messieurs, on s'était habitué à l'inflation. On aimait bien et pour celles et ceux qui devaient emprunter, et ils sont nombreux ceux qui doivent emprunter, l'inflation c'était commode, et voilà que je vous demande avec le gouvernement de la République de faire une mobilisation générale pour réduire l'inflation. Vous savez, parce que vous êtes des citoyens formés, vous savez fort bien que c'est nécessaire, mais en même temps cela suppose un renversement de tendance qui heurte beaucoup et les citoyens n'en connaissent pas bien la cause. Ils diront comme nous "A bas l'inflation" qui nous met dans une situation détestable sur le -plan de la compétition mondiale. Mais lorsqu'ils en considèrent les effets, qui n'étaient pas bénéfiques mais qui étaient avantageux, alors ils s'accrochent et ils refusent de s'associer à cette lutte pourtant finalement bénéfique. Avec l'inflation, avec les taux d'intérêt, tout cela fait que nous, gouvernement, sommes obligés d'engager un combat extrêmement difficile, rigoureux, parfois même très sévère, en réduisant d'une certaine façon la consommation pour éviter l'afflux d'importations, lesquelles importations viennent détruire notre commerce extérieur et font que nos entreprises ne vendent plus et ne vendant plus elles n'emploient plus. Vous voyez que le cercle est vicieux.\

Alors le gouvernement s'est attelé à cette tâche, je parle là comme si j'en étais, mais je ne suis pas membre du gouvernement mesdames et messieurs. Je l'ai été il y a longtemps, entre 1947 et 1957 et puis entre 1957, un peu sous la IVème République, puis beaucoup sous la Vème République, c'est-à-dire entre 1958 et 1981 j'étais dans l'opposition. Alors inutile de vous dire que la question ne se posait pas. Je lis parfois au demeurant des articles dans lesquels on me décrit comme un personnage florentin, très habile, un peu cynique et pourquoi pas opportuniste. 23 ans, 24 ans sans discontinuité d'opposition, mesdames et messieurs, cherchez bien.

- Et comme lorsque j'ai été élu Président de la République j'avais déjà 64 ans, après tout c'était faire un pari un peu audacieux sur mon avenir personnel. Donc nous nous sommes organisés et je préside aux réunions du Conseil des ministres tous les mercredis, c'est ce que je vais faire mercredi, et ce gouvernement travaille. Non seulement le Premier ministre qui est le premier responsable mais aussi les deux ministres qui se sont succédés au cours de ces quatre années, et puisque pour l'instant c'est M. Paul Quillès ici présent, comme ses collègues et dans le domaine et qui est le sien et qui est très vaste, (urbanisme, logement, transport), il a beaucoup travaillé, à mon avis plutôt bien, c'est d'ailleurs pour cela qu'il est là. Vous direz ce que vous en pensez.\

Enumérons simplement ce qui a été fait pour l'essentiel car déjà au temps de son prédécesseur, monsieur le maire de Clermont-Ferrand, beaucoup de choses avaient été accomplies. Mais une mesure à laquelle j'ai personnellement beaucoup tenu, cela a été ce qu'on a appelé par la suite le

Fonds spécial des grands travaux. Je peux vous dire sans retirer un mérite particulier que j'en ai pris l'initiative. Convaincu que j'étais, convaincu que je suis toujours que si nous ne pouvons pas tout entreprendre comme on le souhaiterait pour animer l'économie, toujours pour la même raison, si trop d'argent de l'Etat est investi pour lancer des opérations dans chaque région, dans chaque département et dans beaucoup de communes, les importations vont revenir à l'assaut de notre économie. Mais précisément le bâtiment et les travaux publics représentent l'industrie qui importe le moins, qui fait le plus fond sur ce que nous possédons, les hommes d'abord et puis aussi je veux dire que certes, il y a bien des machines, il y a bien des productions qui viennent de l'extérieur mais pas essentiellement, ça n'alourdit pas, certes il y a bien l'énergie mais nous fabriquons de plus en plus notre énergie nous-mêmes, bref c'est le type même de profession qui ne nous met pas en contradiction si on l'aide avec les principes rigoureux de l'économie que nous menons.

- Alors le Fonds spécial de grands travaux, on a déjà décidé quatre tranches et ces tranches représentent 18 milliards de francs étant entendu que les effets produits par ces financements par l'Etat provoquent beaucoup d'autres milliards. Cela représente un effort considérable dont je me réjouis car les grands travaux, barrages, routes, canaux, chemins de fer, patrimoine, que sais-je encore ! cela fait partie de la richesse de la France et cela donne l'élan quand vous voyez que cela se produit à côté de chez vous, d'un seul coup entreprise a plus de travail et puis elle regarde à côté et fait autre chose. La commune se dit "tient pourquoi pas, puisqu'il y a une bonne entreprise qui est là et qui a du travail on va lui donner autre chose" et cela fait boule de neige. Je crois que ce Fonds spécial grands travaux a été l'une des mesures les plus importantes et les plus décisives et cependant cela n'a pas suffi. C'est vrai, on me demande déjà une cinquième tranche. Au fond, mon projet, puisque cette décision m'est venue à l'esprit, j'ai demandé au gouvernement de l'appliquer dès que j'ai été élu Président de la République où je me rendais bien compte que nous étions dans une phase de pénurie mais où il fallait qu'il y ait des points forts pour que l'activité renaisse ou s'accroisse.

- Je souhaite vraiment que chaque année une décision de ce type soit prise. Mais je veux que le gouvernement fasse l'étude budgétaire, qu'il étudie les circuits financiers pour s'engager en connaissance de cause. Personnellement je pense que lorsque nous aurons un peu plus avancé, très bientôt, une cinquième tranche sera nécessaire.

- Nous avons au début décidé de consacrer la moitié de ces investissements pour les économies d'énergie et il faut dire que les économies d'énergie ont l'avantage, indépendamment de leur objet qui est de permettre à la France d'être de plus en plus maîtresse de ses ressources d'énergie, qui, comme vous le savez, ne sont pas des ressources naturelles, mais nous sommes obligés de nous équiper et cela coûte cher. Et puis aussi parce que ce sont des sommes dépensées dont le bénéfice revient vite. En un an cela revient. Les économies réalisées sur le plan de l'énergie viennent très vite compenser la somme initiale. Cela a été fait. Nous continuerons, je ne dirai pas forcément 50/50. Nous n'avons pas fait le voeu que ce soit la proportion, mais c'est quand même une idée qu'il faut protéger.

Vous savez que nous appliquons une assez audacieuse politique de baisse des taux de l'intérêt de l'argent. Assez audacieuse, parce qu'il ne faut pas que nous nous trouvions seuls en Europe. Les Etats-Unis d'Amérique continuent d'avoir d'avoir des taux très élevés et donc ils pompent tous les capitaux disponibles qui vont là-bas, pas tellement pour s'investir, pour créer de nouvelles entreprises, mais tout simplement pour gagner de l'argent sur l'argent. C'est-à-dire que ce n'est pas créateur de richesses nouvelles et tout cet argent s'en va de tout l'Occident de l'Europe. Alors, on souffre énormément de cela, sans parler des pays du tiers monde qui en souffrent cruellement mais c'est une autre affaire. Si nous baissions soudainement nos taux d'intérêt l'argent ira naturellement là où ça rapporte. Il ne faut donc pas qu'il y ait un trop grand décalage, cela freine donc notre volonté de diminuer les taux d'intérêt et cependant il y a beaucoup de risques puisque ni l'Angleterre, ni l'Allemagne ne suivent le mouvement. Ils n'ont pas pris de mesures comparables aux nôtres. Je crois que les chiffres actuels, je crois quelques 10 % sur les prêts aidés, 11,5 % sur le logement pour les conventionnés, c'est pour l'instant en Europe en tous cas, la politique la plus d'avant-garde. Et si vous souhaitez mieux ou davantage, ce que je

tous cas, la politique la plus d'avant-garde. Et si vous souhaitez mieux ou davantage, ce que je comprends, il faut savoir que notre cran d'arrêt est fixé pour les taux d'intérêt des pays voisins, sans quoi eh bien oui, les capitaux iront à l'étranger.\

Le gouvernement a également fait une politique d'aide renforcée au logement social, qu'il soit locatif ou d'accès à la propriété, et puis cette mesure récente et qui a eu beaucoup de retentissements dans vos rangs, celle qui a permis pour les résidences secondaires d'utiliser des plans d'épargne logement. C'est une très bonne chose pour le Languedoc-Roussillon. Je vous l'assure et vous le savez bien. On disait "faites attention car si ça devient simplement une épargne et pas pour le logement alors ce sera pompé dans une autre direction" alors bien entendu cela a été fait pour aider la construction et pas pour le contraire, s'il y a des précautions à prendre, elles seront prises. Je crois que cette disposition correspondait à l'intérêt général de vos professions et donc à l'intérêt de l'emploi et donc à l'intérêt du Languedoc-Roussillon.\

Je voudrais simplement vous parler de deux mesures pour les entreprises que les professionnels que vous êtes connaissent mais que le grand public ne connaît pas, donc je vais les citer.

- D'abord l'étalement de la reconstitution des réserves de la Caisse d'intempéries et vous savez combien les intempéries ont été sévères au cours du dernier hiver sans oublier le reste, les catastrophes naturelles n'ont pas manqué. J'allais dire depuis 4 ans mais comme je m'expose, car vous savez bien que s'il pleut, c'est de ma faute et que si le soleil brûle un peu l'herbe tendre, qui donc est responsable, sinon le Président de la République.

- La deuxième mesure consiste, j'en ai parlé à Perpignan tout à l'heure, mais vous n'y étiez pas tous, c'est la réduction que j'ai ordonnée en accord parfait avec le Premier ministre et le ministre de l'urbanisme et du logement, la réduction des délais de paiement de l'Etat et des collectivités publiques, communes, départements, hôpitaux. Je n'hésite pas à dire que je suis scandalisé de voir ces mauvaises habitudes prises par la puissance publique depuis un temps indéterminé, la fin de l'autre siècle et le début de celui-ci, de voir de quelle façon la puissance publique gagne indirectement de l'argent sur la peine des gens et sur les difficultés que connaissent les entrepreneurs. Il faut être bon payeur. Si l'Etat a un contrat à faire avec les entreprises, il faut que cet argent soit payé dans des délais très raisonnables et nous en sommes d'accord pour réduire au chiffre le plus bas possible mais ce qui est strictement nécessaire, mais comme il fallait non pas improviser mais bien étudier ce dossier, j'ai demandé, toujours en accord avec le Premier ministre et le ministre de l'urbanisme et du logement, que l'on commençât tout de suite avec les intérêts moratoires. Désormais le paiement sera automatique. Il ne peut plus y avoir de délais. Ce n'est pas tout, c'est déjà une bonne part et l'on doit continuer dans ce sens. Moi, je ne demande rien d'autre au gouvernement, à l'administration mais aussi au pays que des choses de bon sens. Je veux qu'on serve la justice et de même que je suis extrêmement à cheval chaque fois que j'aperçois que les travailleurs, les producteurs à la base sont victimes, beaucoup plus que les autres, de l'injustice grave qui consiste à leur demander le principal de l'effort pour ne leur restituer que le minimum de répartition dans le profit national, mais cela est l'explication majeure de la politique que j'entends suivre, de même que j'entends que les travailleurs aient une part plus juste du revenu national, de plus en plus juste, pour arriver, non pas à je ne sais quel égalitarisme qui n'a pas de sens, mais au moins à ce que la justice soit égale et qu'ils puissent participer pleinement non pas à l'effort, je l'ai dit, mais à ce qui est tout simplement le dû de la justice. Eh bien je tiens le même raisonnement à l'égard des entrepreneurs. Le cas n'est pas le même, il est des entrepreneurs qui ont des moyens importants de fortune et qui, si la répartition se fait, elle se fait à leur avantage mais il en est combien d'autres qui suent sang et eau, qui éprouvent l'anxiété parfois l'angoisse, qui croient à ce qu'ils font, qui aiment créer, qui aiment produire, qui frôlent la faillite quand ils n'y comptent pas ou du moins un dépôt de bilan, qui souffrent de cette situation. Il faut qu'ils se sentent appuyés par la puissance publique pour être honorés et traités comme ils doivent l'être.

- Je ne voudrais pas oublier parmi ces mesures, ce qui a été décidé sur le -plan régional, car tout de même une région comme le Languedoc-Roussillon qui lance un emprunt de près de 500 millions je crois, pour décider que 300 de ces 500 millions seront consacrés aux BTP, je n'ai pas vu souvent des régions prendre ce risque-là. Et je tiens à vraiment féliciter M. le président et

l'Assemblée pour l'initiative qui montre bien que l'on est responsable en Languedoc-Roussillon. Je n'ai pratiquement pas parlé du tourisme, c'est parce que les choses s'imposent d'elles-mêmes. Il faut jouer la qualité et de plus en plus. Vous avez la qualité naturelle des lieux, vous avez déjà des réussites. Je parle pour l'instant des Pyrénées-Orientales. Il faut faire mieux encore. C'est vrai que le tourisme représente une des industries les plus productives de la France. Eh bien lorsque nous arrivons comme l'an dernier à l'équilibre de la balance des paiements avec cependant un déficit commercial de marchandises de 19 à 20 milliards en 1981, mon héritage était un déficit de cette balance de 62 milliards, vous voyez quand même que des progrès ont été faits en dépit de ce que j'entends. Mais si nous avons réussi l'équilibre de la balance des paiements, c'est-à-dire tout compris - marchandises, services, etc -, il faut bien le dire la différence a été faite lorsqu'on apprend avec une certaine satisfaction que le tourisme a apporté les milliards qui manquaient. Il faut quand même remercier les entreprises de tourisme d'avoir fait du bon travail. Quant à leurs équipements, je crois que, monsieur Crépeau, d'ailleurs présent ici, a dû s'entretenir avec quelques uns des professionnels, je crois que les relations sont bonnes.

- Je me souviens de l'année où on a tant protesté parce que nous avons pris des mesures qui ne permettaient d'exporter qu'une somme modeste £ je vais vous faire une confidence, nous avons failli être noyés sous la protestation et ça a été une très bonne année et qui nous a été présentée par les professionnels comme quelque chose qui serait désastreux. Mais j'ai fini par comprendre, et j'ai mis le temps, que c'était une méthode ou un trait de caractère de nos compatriotes, de tous bords et de toutes espèces, mais j'en fais partie, que d'adopter dans la première phase une sorte de ton dans laquelle c'est la plainte qui domine. Qui, quand en réalité le succès est là, eh bien le succès vous est dû généralement, à ce moment une pudeur s'empare de vous. Il n'en est plus question et si je ne le rappelais pas à cette heure-ci, personne n'en saurait rien.

J'ai quelquefois un peu ce réflexe, monsieur le président, lorsque je rencontre nos agriculteurs, la très belle exploitation que je viens de voir chez M. Sales dans les faubourgs de Perpignan, quel effort et quelle réussite d'une famille et quels mérites ont ces gens-là et en même temps je me disais supposez que cela se généralise, je vous dis que votre pays retrouverait la prospérité d'antan plutôt qu'il ne le croit et sera le gagnant de cette bataille commerciale sévère et vivrait dans le -cadre du marché commun avec les pays voisins.

- Vous y gagnerez si vous voulez et moi je suis très heureux à l'encontre de quelques autres de voir que ces routes aller et retour entre l'Espagne et la France, qui étaient des voies, vous le savez bien, des voies de transumance sans frontière pendant des siècles et des siècles, puissent de nouveau être synonyme d'une rivalité que j'espère loyale. On n'est pas sûr de la loyauté et sont-ils certains de la nôtre ? Mais enfin qui aura tort et qui aura raison, en tous cas ce qui est vrai c'est qu'il y a une garantie européenne et pas simplement de la France par -rapport à l'Espagne et pas simplement de l'Espagne par -rapport à la France européenne et il ne sera pas possible au contrat signé qui sera ratifié et mis en application le 1er janvier de l'année prochaine.

- Voilà, mesdames et messieurs, il faut maintenant que je vous quitte, on assiste c'est vrai à un début de reprise. Le ministre responsable des travaux publics a raison de le dire, si la confiance accompagne cet effort et je l'attends de vous, alors je puis vous dire que la France en peu de temps saura conquérir ou reconquérir le temps et l'espace perdus.

- Merci monsieur le maire, merci pour Céret, merci pour sa population, pour sa gentillesse, pour sa chaleur, pour la qualité du repas.